

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Des élections pour sauver la Belgique de la crise ?

- International -

Date de mise en ligne : lundi 21 juillet 2008

Démocratie & Socialisme

Après une année complète de crise institutionnelle, la démission du Gouvernement fédéral belge, le 14 juillet 2008, marque une nouvelle étape dans la radicalisation des positions nationalistes flamandes. Quelles portes de sortie reste-t-il pour nos voisins belges ?

Attendue et même annoncée, la crise politique majeure dans laquelle se trouve la Belgique semble aujourd'hui inextricable. Il y a un peu plus d'un an, en juin 2007, les élections législatives marquaient la victoire du parti démocrate-chrétien flamand CD&V, en coalition avec la droite nationaliste démocratique flamande NVA. Avec 30 sièges (sur 150) à la Chambre des Représentants, il devenait le premier parti de Belgique, tandis qu'aucune autre organisation politique ne pouvait se vanter de ses résultats.

Les libéraux flamands du VLD, menés par le Premier Ministre sortant, Guy Verhofstadt perdaient 7 sièges, en partie liés à une dissidence ultra-libérale et nationaliste, celle de Jean-Marie Dedecker. A gauche, les socialistes, partie prenante de la coalition sortante, connaissaient une déroute quasi sans précédent : le SPA (socialistes flamands), pourtant allié à la gauche nationaliste flamande de Spirit, perdait 9 de ses 23 sièges, et le PS (francophone), lourdement affecté par une série de scandales financiers touchant notamment les notables de Charleroi, son « bastion historique », perdait 5 sièges et, avec 20 élus, laissait la place de premier parti francophone aux libéraux du Mouvement Réformateur (MR), qui en comptait 23.

Les chrétiens-démocrates francophones du Centre Démocrate Humaniste, très liés idéologiquement à la centrale syndicale chrétienne CSC, et les écologistes du nord comme du sud, bénéficiaient par ailleurs de cette désaffection d'une partie de l'électorat de gauche pour les socialistes.

Yves Leterme, ministre-président de la Région Flandre, et chef de file du CD&V, apparaissait comme le grand vainqueur de ces élections. Réélu au Sénat avec près de 800 000 voix de préférence (sur son nom propre), il semblait devoir logiquement et rapidement succéder à Verhofstadt. C'était sans compter sur le sens politique de ces élections. Leterme, quoique de culture « belge » (son père était francophone, et toute une branche de sa famille est wallonne), avait en effet fait campagne sur une ligne nationaliste dure, confirmée dès le lendemain des élections par des déclarations très fermes à l'antenne de la RTBF. Les semaines et les mois qui suivirent confirmèrent ces positions, Leterme multipliant les provocations, dont il était déjà coutumier : il entonne La Marseillaise quand un journaliste lui demande de chanter l'hymne national belge à l'occasion de la fête nationale, il compare la RTBF à la radio « mille collines », vecteur du génocide au Rwanda (ancienne colonie belge) entre 1993 et 1994,...

Chargé par le Roi de former le gouvernement fédéral le 15 juillet, Yves Leterme se plaça ainsi en très délicate situation. Les oppositions se cristallisèrent rapidement. Du côté de la gauche, la défaite était à avaler, avant toute chose. Le SPA annonça d'emblée qu'il n'envisageait pas de soutenir la moindre coalition, et confirme, après la démission de son président et son remplacement par Caroline Gennez, son orientation très « centriste » qui en fait un des partis sociaux démocrates les plus à droite d'Europe. Chez les francophones, la direction « pragmatique » du PS doit aussi se remettre en question. Mais Elio di Rupo, président du parti, est réélu sans coup férir, il est vrai face à un candidat issu d'un sérail carolorégien largement discrédité. Les écologistes, quant à eux, marquent leur refus de toute dérive nationaliste en décidant de former un groupe unique, rassemblant les francophones d'Ecolo et les flamands de Groen ! dans les deux chambres du Parlement.

Les négociations en vue de former un gouvernement se transforment ainsi rapidement en un duel déséquilibré en terme de représentativité, mais tout à fait symbolique, entre Leterme et Joelle Milquet, la présidente du CDH, totalement opposé aux orientations nationalistes flamandes. Concrètement, la crise institutionnelle s'intensifie. Tandis que les députés flamands votent en bloc pour une solution au problème BHV qui consiste à priver les 150 000 francophones de cet arrondissement flamand entourant la capitale de leurs « facilités » linguistiques (possibilité de voter pour des partis francophones et de faire certaines démarches en français), l'exécutif régional flamand en

rajoute en refusant la nomination de bourgmestres (maires) de communes à majorité francophone de la périphérie bruxelloise au motif qu'ils ont mené des délibérations communales en français et non en flamand.

Fin août 2007, Leterme est contraint de constater qu'il n'est pas en mesure de former un gouvernement, et jette l'éponge. Renommé en septembre, il ne parvient pas à sortir de l'ornière dans laquelle le pays s'enlise. En décembre, il démissionne une nouvelle fois, et le Roi en arrive à charger Guy Verhofstadt de former un gouvernement « de transition » pour éviter que le pays passe le cap de la nouvelle année sans exécutif.

Ce n'est finalement que le 20 mars que la Belgique aura un gouvernement « définitif », à la composition étrange : au CD&V (et son allié NVA) s'ajoute les libéraux flamands et francophones (VLD et MR), le CDH, et le Parti Socialiste francophone, indispensable pour atteindre la majorité qualifiée nécessaire à toute modification constitutionnelle. Quatre mois plus tard, le gouvernement Leterme, à bout de souffle, est contraint à la démission. Entre temps, la question de la réforme institutionnelle n'a pas avancé.

Que s'est-il passé ? D'une part, les francophones ont commencé de se poser sérieusement la question de leur avenir dans la Belgique, en adoptant des positions offensives, à rebours de leur attitude constante depuis le début des années 90 qui consistait à défendre le statu quo. Ils ont ainsi posé clairement la question de l'élargissement de la région Bruxelles-Capitale, bilingue, aux communes périphériques à majorité francophones, envisagé la fusion des deux collectivités que sont la Wallonie d'une part et la Communauté française d'autre part, et commencé à réfléchir sur la constitution d'une collectivité élargie à Bruxelles, dont 80 % des habitants (et la totalité des élus fédéraux) sont francophones.

Parallèlement, les flamands, et plus particulièrement le CD&V, se sont crispés sur leur position d'origine : transfert de compétences aux régions, scission « stricte » de l'arrondissement BHV, application des lois linguistiques aux communes périphériques de Bruxelles. Au-delà, Leterme lui-même, pourtant considéré par les francophones comme un radical, a été dépassé par son successeur à la tête de la Région Flandre, Kriss Peeters, qui a soutenu, pour ne pas dire encouragé, le CD&V à fixer la date butoir du 15 juillet 2008 à la définition des contours de la réforme institutionnelle.

C'est donc une nouvelle phase de la crise politique qui est ouverte. Tandis que l'hypothèse d'un gouvernement mené par le libéral Didier Reynders, qui serait le premier francophone à ce poste depuis mars 1979, se fait jour, la question de nouvelles élections se pose aussi.

Reste que celles-ci ne résoudraient rien. En Flandre, tous les partis semblent s'être alignés sur une position nationaliste « démocratique », visant sans doute à reprendre du terrain sur l'extrême-droite, avec un succès modéré car, si le Vlaams Belang n'a pas progressé en 2007, il représente encore près d'un électeur flamand sur cinq, derrière le CD&V, mais devant tous les autres. Il n'y a donc pas de réel choix électoral pour les flamands, sauf à imaginer une poussée des verts, quasi impossible compte tenu du positionnement très à gauche de ce parti. En Wallonie, si les luttes d'influence et les ambitions personnelles, notamment de Didier Reynders, faussent la clarté du jeu politique, il est clair qu'aucun parti n'acceptera de concession qui serait inacceptable pour les électeurs. De ce point de vue, les libéraux, a priori les plus enclins aux concessions, savent aussi qu'ils doivent leur actuelle prééminence à l'apport des bruxellois du Front Démocratique des Francophones, une des composantes du MR.

Dans ce brouhaha institutionnel, les voix qui pointent les vrais problèmes de la Belgique ne sont en effet pas à chercher du côté politique. Dernières « institutions » unitaires dans un pays où tout est séparé entre francophones et flamands, les deux principales organisations syndicales, la CSC et FGFB, n'ont cessé de répéter, depuis un an, que les questions économiques et sociales étaient passées sous silence et que, pour paraphraser un de ces syndicalistes « peu importe que la feuille de paye soit libellée en euro wallon ou en euro flamand ». Car derrière les gesticulations nationalistes, il ne faut pas oublier de voir le virage libéral que prévoit la droite, désormais majoritaire,

dans ce pays. Le gouvernement Leterme avait ainsi décidé de fixer comme priorité économique et sociale de son action, la réduction des impôts, et de faire de la sécurité le premier axe de ses priorités politiques. De nombreuses mobilisations, notamment du côté des travailleurs du service public, se sont heurtées à l'absence d'interlocuteurs gouvernementaux crédibles, et nombre de Belges commencent à s'inquiéter de ce que sera leur avenir dans un futur proche marqué notamment par une crise du pouvoir d'achat comparable à celle que l'on connaît en France.

Hervé LE FIBLEC